

Questions orales

Il y a environ un an, le ministre de l'Agriculture et son collègue le ministre de la Consommation et des Corporations avaient au moins laissé l'impression que des progrès importants seraient réalisés dans l'élaboration d'une politique nationale de l'alimentation. Depuis ce temps, il semble y avoir eu, au plus, peu de progrès. Quelles mesures a-t-il prises pour établir une telle stratégie ou politique qui ferait croître les secteurs canadiens de la production, de la transformation et de la distribution?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je suis un peu surpris par la question du député, parce que la période des questions ne me donne pas le temps qu'il me faudrait pour répondre convenablement à cette question. Je pourrais réciter au député environ cinq pages de mesures que nous avons prises suite aux recommandations qui ont été faites à la conférence visant à établir une stratégie dans le domaine de l'alimentation. Je crois que nous avons donné suite à plus de la moitié des demandes des participants à cette conférence.

Si le député le veut, je puis demander à mon bureau de m'apporter les cinq pages pour que je puisse les lui lire, ou je pourrais les lui envoyer.

M. Wise: Monsieur l'Orateur, je serais satisfait si le ministre me donnait tout simplement un ou deux exemples rapides.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Lisgar.

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL NATIONAL DE
COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais aussi poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme nous savons que le ministre est opposé à ce que qui que ce soit en dehors de la collectivité agricole même soit appelé à décider de la politique agricole, est-ce lui qui a décidé de remplacer M. Paul Babey au poste de président du Conseil national de commercialisation des produits de ferme par M^{me} June Menzies, anciennement de la Commission de lutte contre l'inflation, et cela fait-il partie des propositions générales du gouvernement pour sa stratégie de l'alimentation?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons dit que nous nommerions des gens d'autres parties de la société au Conseil national de commercialisation des produits de ferme. M^{me} June Menzies vient du Manitoba, une autre partie du Canada. Elle a des connaissances tant en agriculture que dans le domaine de la consommation. J'ai eu une rencontre avec M^{me} Menzies ce matin au sujet du programme du Conseil national de commercialisation des produits de ferme.

M. Paul Babey, anciennement président du Conseil national de commercialisation des produits agricoles, a servi pendant longtemps les localités rurales du pays et l'ensemble de la société canadienne. Il aidera énormément la Société du crédit agricole, qui est en pleine période de réorganisation. Les connaissances que possède M. Babey ne seront pas perdues. Elles aideront l'industrie agricole du Canada et du monde entier.

M. Murta: Monsieur l'Orateur, nous savons tous que le gouvernement annoncera l'établissement d'un office national de commercialisation du poulet seulement lorsqu'il aura apporté tous les changements voulus au Conseil national de commercialisation des produits agricoles. C'est pour cela que

[M. Wise.]

M^{me} Menzies est là et c'est aussi pour cela que M. Babey a été affecté à un autre poste.

Vu que ces changements semblent indiquer que les agents de commercialisation sont incompetents et que les politiques du ministre n'ont certainement pas été aussi efficaces qu'elles auraient dû l'être, les agriculteurs canadiens peuvent-ils en conclure que d'ici à ce qu'on annonce des élections, la politique agricole sera établie par le cabinet du ministre de la Consommation et des Corporations et non par le ministère de l'Agriculture?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, le député a fait bien des accusations et des insinuations tout à fait erronées. Les producteurs de dindes et de poulets à griller eux-mêmes n'ont pas réussi à s'entendre pour décider combien d'entre eux participeraient au programme. Le député est certainement heureux de voir que le Manitoba ait décidé d'y participer à la veille de la réunion qui a eu lieu à Ottawa. J'ai rencontré des représentants du Manitoba pendant leur séjour à Ottawa. Le député aurait dû les rencontrer lui aussi. S'il l'avait fait, il comprendrait peut-être qu'ils ne sont pas aussi mécontents qu'il l'a laissé entendre.

Tout ce que je veux dire, c'est que l'organisme sera créé. Il sera aussi utile que l'Office canadien de commercialisation des œufs, qui est l'un des organismes de commercialisation les plus efficaces du monde à l'heure actuelle. Le coût des œufs a moins contribué au taux d'inflation que le coût de presque tout autre produit alimentaire que nous consommons au Canada.

* * *

L'ÉNERGIE

LA POSSIBILITÉ DE METTRE SUR PIED UN MARCHÉ COMMUN EN
AMÉRIQUE DU NORD

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, ma question intéresse le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Crosbie: Il n'est pas ici. On ne le voit jamais.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Halton.

M. Philbrook: Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Dernièrement, un chroniqueur du *Times* de New York, M. James Reston, a affirmé que le président du Mexique lui avait dit qu'il allait discuter avec le président Carter de la possibilité de mettre sur pied une union douanière ou un marché commun en Amérique du Nord.

Étant donné que les trois États de l'Amérique du Nord, le Canada, les États-Unis et le Mexique, pourraient collaborer étroitement dans le domaine de l'énergie, du développement économique et de la main d'œuvre le ministre peut-il nous dire s'il y a eu des pourparlers à ce sujet et s'il considère la chose comme un projet intéressant qui puisse être fructueux?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur l'Orateur, je ne suis au courant d'aucuns pourparlers pouvant aboutir à une union douanière ou à un marché commun. Je pense que ce sont les deux expressions que le député a utilisées. Pas plus, que je sache, qu'il soit question d'un marché commun de l'énergie, ce qui est peut-être une des raisons pour laquelle il m'a posé la question.